



0042

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/ 2024 DU 14 juin 2024
EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE
CERTAINES ROUTES EN TERRE AUX PRODUITS STABILISANTS, DANS LA RÉGION DU SUD,
DÉPARTEMENT DU DJA ET LOBO
FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2024 ET SUIVANTS.

Le Ministre des Travaux Publics, Maitre d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des travaux sus-indiqués.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet l'exécution des travaux de réhabilitation de certaines routes en terre aux produits stabilisants, dans la région du Sud, Département du Dja et Lobo.

2. Allotissement et coût prévisionnel

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en un (01) lot unique comme suit :

N° lot	Région	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Budgets Prévisionnels TTC (FCFA)	Délais (mois)	Type d'intervention
1-SU	Sud	Nkounmadjap -Nkolfong - Oveng - Inter N9	15,30	Phase 1 : 1 500 000 000 Phase 2 : 1 100 000 000	12	Réhabilitation aux produits stabilisants
		Bretelle Mission Catholique Nden	2,00			
		Voie d'accès à l'hôpital Ad Lucem de Nden	1,30			
		Total	18,6	2 600 000 000		

3. Consistance des travaux

Outre les travaux généraux relatifs à la préparation et l'organisation du chantier, à l'issue desquelles le Cocontractant est appelé à fournir un certain nombre de documents (projet d'exécution issu des études d'identification des sols en place ; Plan d'Assurance de la Qualité ; dossier de récolement, etc.), les travaux à exécuter dans le cadre du présent marché comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

➤ INSTALLATIONS

- Installation de Chantier ;
- Repli du matériel ;

➤ NETTOYAGE ET TERRASSEMENTS

Nettoyage

- Débroussaillage et nettoyage des emprises ;
- Déforestation ;
- Abattage et élagage d'arbres ;
- Curage et remise en forme des exutoires existants ;
- Démolition d'ouvrages en matériaux divers (maçonnerie ou béton ordinaire et béton armé) ;

Terrassements :

- Mise en forme de la plateforme ;
- Remblais (apports) en latéritique provenant d'emprunts agréés, pour nivellement de la ligne rouge ;
- Création des fossés et divergents en terre ;

➤ CHAUSSÉE (l=6m)

- Scarification de la chaussée et retraitement des matériaux au produit stabilisant sur une profondeur de 15 cm à 30 cm ;

➤ ASSAINISSEMENT - DRAINAGE

- Curage des buses ($\varnothing \leq 1,5m$) et des dalots ($H \leq 1,5m$) ;

- Fourniture et pose des buses métalliques ;
- Puisard en béton armé pour buse;
- Tête de buse en maçonnerie ;
- Enrochements ;
- Caniveaux ;
- Descentes d'eau sur les talus en maçonnerie ;
- Fossés bétonnés triangulaires ;
- Dallette pour fossés et caniveaux ;
- Fossés maçonnés triangulaires Section de base : hauteur = 60, ouverture = 80 ép. 15 cm ;
- **OUVRAGES D'ART**
- Dalot en béton armé (BA);
- Ouvrages de tête de dalots en BA ;
- Perrés maçonnés ;
- **SIGNALISATION ET ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ**
- La signalisation verticale (Panneaux) ;
- La construction des barrières de pluies ;
- La gestion des barrières de pluies sur les tronçons réceptionnés ;

Lesdits travaux sont amplement définis dans le CCTP et en respect de la « Note de Stratégie d'Entretien Durable des Routes en Terre », ces travaux seront exécutés en deux (02) phases comportant chacune les opérations suivantes :

Phases d'exécution	Opérations programmées	Délai d'exécution	Montant (Fcfa TTC)
Phase 1	Installations générales (40%); nettoyage; assainissement et drainage; ouvrage d'art.	05 mois	1 500 000 000
Phase 2	Installations générales (60%); terrassements; chaussées; signalisation et équipements.	07 mois	1 100 000 000

4. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de travaux publics de droit Camerounais.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « En ligne (online) ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP du MINTP, Exercices 2024 et suivants.

7. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à douze (12) mois calendaires (hors période de garantie), l'ensemble des opérations étant subdivisé en deux (02) phases comme indiqué au point 3, dont une première phase de Cinq (05) mois et une deuxième phase de Sept (07) mois intégrant Quatre (04) mois pour la gestion des barrières de pluies.

N° lot	Région	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Délais (mois)	Type d'intervention
1-SU	Sud	Nkoumadjap -Nkolfong - Oveng -Inter N9	15,30	Phase 1 : 05 mois	Réhabilitation aux produits stabilisants
		Bretelle Mission Catholique Nden	2,00	Phase 2 : 07 mois	
		Voie d'accès à l'hôpital Ad Lucem de Nden	1,30	Total : 12 mois	
		Total	18,60		

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, pour chaque lot postulé, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics (voir liste pièce 13 du DAO). Le montant en FCFA de ladite garantie est mentionné dans le tableau ci-après :

N° Lot	Montant de la caution de soumission
1-SU	50 000 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la décision d'attribution, pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Contrats (Cellule des Appels d'Offres) du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206, et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Direction des Contrats (Cellule des Appels d'Offres) du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) Francs CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte Postale, Numéro de téléphone, fax, E-mail ...).

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO

11. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après :

- les Pièces administratives (volume 1) ;
- l'Offre technique (Volume 2) ;
- l'Offre financière (Volume 3).

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le **18 JUIN 2024** à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ième étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux

- Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le _____ à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention ::

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 042 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2024 du 14 juin 2024

EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE CERTAINES ROUTES EN TERRE AUX PRODUITS STABILISANTS, DANS LA REGION DU SUD, DÉPARTEMENT DU DJA ET LOBO.

Financement : BIP du MINTP, Exercice 2024 et suivants.

**Maître d'Ouvrage : Ministre des Travaux Publics
(COPIE DE SAUVEGARDE)».**

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai en plus de la copie de sauvegarde, une copie du récépissé de dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.

13. Recevabilité des offres

Les offres ne respectant pas le mode de séparation des dossiers administratif, technique et financier et le mode de présentation des offres décrits au point 10) ci-dessus, seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage lors de la remise des offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois, à compter de la date limite de remise des offres, et la date limite de validité desdites pièces doit être postérieures à celle de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des volumes 1, 2 et 3 contenant les pièces administratives, les offres technique et financière sera effectué le 18 JUIN 2024 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, siégeant à la salle de réunion de la Direction de la Construction sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

~~Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.~~

~~La Commission compétente de Passation des Marchés établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres.~~

15. Critères d'évaluation des offres

15.1 Critères éliminatoires

- Absence à l'ouverture des offres, de l'original du cautionnement provisoire ;
- Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire ;
- Non-conformité après le délai de 48 heures après notification au soumissionnaire, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- Offre technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :
 - Une note méthodologique afférente au projet et comprenant obligatoirement un chapitre sur la mise en œuvre du produit stabilisant retenu, assorti : du processus de mise en œuvre ; des essais à réaliser avant et après ; des procédures de contrôle qualité avec points d'arrêt ; de la main d'œuvre et des matériels requis ; du rendement moyen de mise en œuvre ; etc.... De ce

- fait, la Note méthodologique sera contresignée par le promoteur du produit pour approuver la rubrique liée à la mise en œuvre dudit produit. A défaut, elle ne sera pas considérée ;
 - La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
 - L'attestation de capacité financière ou ligne de crédit à hauteur de 1 000 000 000 F CFA, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances
 - Une promesse de vente/ Avant-contrat avec le promoteur de chaque produit stabilisant visé dans le présent Dossier d'Appel d'Offres (à l'exception du LHR), dûment signé par les deux parties (vendeur et acheteur) et suivant le modèle joint au DAO, pour la fourniture desdits produits. (pièce 10.16).
- f) Non justification de la possession en propre du matériel minimum constituant la liste suivante :
- quatre (04) camions bennes ;
 - deux (02) niveleuses avec scarificateur à dents multiples ;
 - un (01) compacteur (compacteur tambour) d'au moins 15 tonnes;
 - un (01) camion-citerne à eau d'au moins 15 m3.
 - un (01) Tracteur de fraisage. La possession du tracteur de fraisage peut également être justifiée en location ou par leasing.
- g) N'avoir pas présenté un Directeur des travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
- h) N'avoir pas présenté un rapport illustré de la visite de site, assorti de photos des sections critiques de la route avec leurs localisations (le rapport ne sera pas considéré sans ces images) ;
- i) N'avoir pas justifié d'un chiffre d'affaires annuel minimum d'un milliard (1 000 000 000) de francs CFA TTC correspondants au total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours ou achevés au cours des trois (03) dernières années à compter de 2021 ;
- j) Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :
- la soumission timbrée, datée et signée ;
 - le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ;
 - le Devis Quantitatif et Estimatif ;
 - le sous - détail des prix unitaires quantifiés (l'absence ou la non-conformité au modèle entrainera l'élimination du candidat).
- k) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- l) N'avoir pas obtenu au moins un total de 2 critères sur les 3 critères essentiels dont obligatoirement le critère matériel.
- m) Non-conformité du mode de soumission ;
- n) Non-respect du format de fichier des offres ;
- o) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 3 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur 1 critère ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 1 critère ;
- c) Les références du soumissionnaire sur 1 critère.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents Administratifs susceptibles de justifier sa démission ou sa libération de la Fonction Publique ou sa mise en indisponibilité sera considéré comme non valable.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

• **17. Attribution du Marché**

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratives, techniques et financières requis.

18. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Direction des Contrats (Cellule des Appels d'Offres) du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tel. : 222 22 92 34, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210 ou à la Direction des Investissements Routiers du Ministère des Travaux Publics, Tel. : (237) 222 22 06 54, 4ème étage du Bâtiment abritant les services du Ministère des Travaux Publics au quartier Bastos à Yaoundé, face Ambassade de Suisse ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

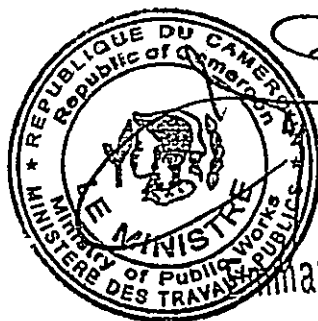
20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé, le 14 JUIN 2024

Ampliations :

- DG/ARMP
- P/CIPM-TCRI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Manuel NGANOU D.



0042

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER
No. /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2024 OF

14 JUN 2024

IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON SOME
EARTH ROADS WITH STABILISING PRODUCTS, IN THE DJA ET LOBO DIVISION, SOUTH
REGION,

FINANCING: MINTP PIB, FINANCIAL YEAR 2024 AND SEQ.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the execution of the above works.

1. Purpose of the Call for Tenders

This Call for Tenders concerns the execution of rehabilitation works on some earth roads using stabilising products, in the Dja et Lobo Division, South Region.

2. Allotment and estimated cost:

Works under this Call for Tender shall be tendered for in one (1) lot as follows:

No. of lot	Region	Road section	Estimated Length (km)	Estimated budget including taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
1-SU	South	Nkoumadjap -Nkolfong - Oveng - Inter N9	15.30	Phase 1: 1 500, 000, 000 Phase 2: 1,100, 000,000	12	Rehabilitation works with stabilising products
		Ndem Catholic Mission slip road	2.00			
		Access road to the Ad Lucem hospital in Nden	1.30			
Total			18,6	2,600,000,000		

3. Scope of works

In addition to general works relating to the preparation and organisation of the site, at the end of which the Co-contractor is required to provide a number of documents (final design emanating from site soils identification studies; Quality Assurance Plan; post completion drawings, etc.), works to be carried out under this contract include the following operations, among other things:

➤ **INSTALLATIONS**

- Site installation;
- Removal of equipment;

➤ **CLEANING AND EARTHWORKS**

Cleaning

- Clearing and cleaning of road rights-of-way;
- Forest clearance;
- Trees cutting and felling
- Cleansing and reshaping of existing outlets;
- Demolition of structures in various materials (masonry or ordinary concrete and reinforced concrete);

Earthworks:

- Reshaping of the platform;
- Borrowed backfill with lateritic gravel, to level the red line;
- Creation of earth ditches;

➤ **PAVEMENT (l=6m)**

- Scarification of the pavement and reprocessing of materials with a stabilising product from 15 cm to 30 cm's depth;

➤ **CLEANSING-DRAINAGE**

- Cleansing of pipe culverts ($\varnothing \leq 1.5m$) and box culverts ($H \leq 1.5m$);
- Supply and laying of metallic culverts

- Reinforced concrete sump for pipe culvert;
- Masonry culvert heads;
- Rockfills;
- Gutters;
- Downpipes on masonry embankments;
- Triangular masonry ditches;
- Ditch and gutter slabs;
- Masonry triangular ditches, Base section: height = 60, opening = 80 thickness. 15 cm;

➤ **ENGINEERING STRUCTURES**

- Reinforced concrete (RC) box culvert;
- Box culverts reinforced concrete heads;
- Masonry facings;

➤ **SIGNING AND SAFETY EQUIPMENT**

- Upright signing (signs);
- Construction of rain gates;
- Management of rain gates on accepted sections;

More details are provided on these works in the Special Technical Clauses (STC) and in accordance with the "Strategy note for sustainable maintenance of Earth Roads", these works will be carried out in two (2) phases, each comprising the following operations:

Execution phases	Scheduled operations	Execution time frame	Amount (CFAF inclusive of taxes)
Phase 1	General installations (40%); cleaning; cleansing and drainage; civil engineering works.	05 months	1,500,000,000
Phase 2	General installations (60%); earthworks; pavements; road signs and equipment.	07 months	1,100,000,000

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all contractors or consortium of the public works sector governed by Cameroon law.

5. Bidding method:

Bidding shall be carried out as follows: «online». In other words, offline submission is not permitted.

6. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP PIB, Financial Year 2024 and seq.

7. Execution time frame

The Project Owner has set the maximum of twelve (12) calendar months (excluding the warranty period) as timeframe for carrying out the work, with all operations divided into two (2) phases as indicated in point 3, including a first phase of Five (5) months and a second phase of Seven (7) months, in addition to Four (4) months for the management of rain gates.

No. of lot	Region	Road section	Estimated Length (km)	Time frame (months)	Type of intervention
1-SU	South	Nkoumadjap -Nkolfong - Oveng -Inter N9	15.30	Phase 1: 5 months Phase 2: 7 months Total: 12 months	Rehabilitation works with stabilising products
		Ndem Catholic Mission slip road	2.00		
		Access road to the Ad Lucem hospital in Nden	1.30		
Total			18.6		

The time frame shall run from the date of notification of the Service Order to Start, and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous constraints.

8. Provisional guarantee (bid bond)

Tenders shall include, for each lot tenderer for, a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the tender documents by a bank or an insurance company authorised to issue bonds

within the framework of Public Contracts. (See the list of Document 13 in Tender Documents). The amount in CFAF of the bond is specified in the table below:

No. of lot	Amount of bid bond
1-SU	50,000,000

Under penalty of rejection, the provisional guarantee must be the original copy, less than three (3) months old.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts (Tenders Unit), situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting the Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, and the electronic version on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

10. Acquisition of Tender Documents:

Tender Documents may be obtained during working hours at the Department of Contracts (Tenders Unit), of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred thousand (400,000) CFA francs, representing the cost of the file.

Upon withdrawal of the said tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the purchaser as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, on-line tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

Tender constituent documents shall be presented in the following three volumes, enclosed as follows:

- Administrative documents (volume 1) ;
- the technical offer (Volume 2) ;
- The financial offer (Volume 3).

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in Tender Documents and separated by dividers of same colour other than white.

The maximum size of the above-mentioned documents (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for pictures.

12. Submission of Tenders

Bids shall be submitted by the tenderers on COLEPS platform latest on 18 July 2024 at 11 a.m.

Besides, a back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located

in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 latest on _____ at 11 a.m. It shall bear the following:

"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 012 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2024 of 14 June 2024
IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON SOME
EARTH ROADS WITH STABILISING PRODUCTS, IN THE DJA ET LOBO DIVISION, SOUTH
REGION.

Financing: MINTP PIB 2024 Financial year and seq.
Project owner: Ministry of Public Works
(BACK-UP COPY)."

NB: Tenderers must submit within the same deadline to the Department of Contracts, in addition to the backup copy, a copy of the receipt for the submission of tenders on the COLEPS platform.

13. Tender Compliance

Bids that do not comply with the method of separation of the administrative, technical and financial files and the method of presentation of the bids described in point 10) above, will be rejected by the Project Owner when submitted.

Any bids not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for thirty (30) days, with effect from the expiry of the tender validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents must date no more than three (3) months, with effect from the initial tender submission deadline and shall be issued after the publication of the Call for Tenders.

14. Opening of tenders

Tenders shall be opened in a single step.

Volumes 1, 2, 3 containing administrative documents, technical and financial offers shall be opened on 18 June 2024 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation at the Ministry of Public Works (CIPM-TCRI), in the meeting room of the Department of Construction, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public works, in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice with sound knowledge of their file.

The relevant Tenders Board shall draft on the spot a report on the opening of tenders, mentioning the content of bids.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

- a) Absence of a provisional guarantee at the opening session;
- b) Absence, after the 48 hour-deadline extension following the opening session, of one of the documents in the administrative file with the exception of the provisional guarantee;
- c) Non-compliance; after a period of 48 hours following notification to the bidder, of at least one of the documents in the administrative file;
- d) False declaration, forged or non-authentic documents;
- e) Incomplete technical file for absence or noncompliance of one the following required documents:
 - A methodological note relating to the project, which must include a chapter on the application of the chosen stabilising product, including: the application process; tests to be carried out before and after; quality control procedures with stops; the labour and equipment required; the average application output, etc. As a result, the Methodological note will be countersigned by the product promoter to approve the section relating to the implementation of the product. Otherwise, it will not be taken into account;

- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not in the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts;
 - Proof of financial capacity or a credit line of CFAF 1,000,000,000, issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance
 - A pre-contract for the purchase of the product with the promoter, duly signed by both parties (seller and buyer) and approved by the Director General of Technical Studies. This document must include a description of the item under the transaction, the quantity of the product to be purchased for the entire route that make up the project in accordance with the dosage (litres/m²) indicated in the SCC in Chapter III (Method of carrying out works), details of payment, information on the guarantee, etc.
- f) Failure to show proof of ownership of the minimum equipment listed below:
- four (4) dump trucks;
 - two (2) graders with a multi-tine scarifier;
 - one (1) compactor (drum compactor) weighing at least 15 tonnes;
 - one (1) water tanker of at least 15 m³.
 - one (1) milling tractor. Ownership of the milling tractor can also be through renting or leasing.
- g) Absence of a works Foreman meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO);
- h) Failure to submit an illustrated report of the site visit, including photos of the critical sections of the road with their locations (the report will not be valid without these images);
- i) Failure to have shown proof of a minimum annual turnover of one billion (1,000,000,000) CFA francs (inclusive of taxes) corresponding to the total mandated payments received for contracts in progress or completed over the last two (3) years as from 2021;
- j) Incomplete financial offer due to absence or non-compliance of one the following required documents:
- The stamped, dated and signed bid;
 - The Unit Price Schedule (BPU) in compliance with the model (6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, filled in a legible way;
 - Bill of Quantities;
 - the sub-detail of quantified unit prices (the absence or non-conformity of the model will result in the elimination of the candidate).
- k) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- l) Failure to obtain at least a total of 2 out of the 3 essential criteria, which must include the Personnel and Equipment criteria.
- m) Non-compliance with the prescribed bidding method;
- ~~n) Non-compliance with tender file format;~~
-
- o) Absence of a backup copy in case of malfunctioning of COLEPS platform.

15.2 Essential Criteria

Technical offers shall be evaluated on 3 criteria according to the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff on 1 criteria;
- b) Equipment to be mobilised on 1 criteria;
- c) Contractor's references on 1 criterion.

NB: Any public service employee listed among the staff who did not submit all administrative documents proving their resignation or dismissal notified by the Public Service or their placement on reserve shall not be accepted.

16. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

Any bidder shall not be awarded more than one (1) lot on this Call for Tenders.

18. Further Information:

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts (Tenders Unit), situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works Tel.: 222 22 92 34, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public works, Room 210 or at the Department of Road Investments of the Ministry of Public Works, Tel: (237) 222 22 06 54, 4th floor of the building hosting some services of the Ministry of Public Works in the Bastos neighbourhood, Yaounde, opposite the Swiss Embassy or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight against corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaounde, 14 JUIN 2024

True copies:

- DG/PCRA
- P/CIPM-TCRI
- CHRONO.
- ARCHIVES
- BILLPOSTING.

